

NORIA BENGHABRIT

«L'école algérienne

Demain et sur deux jours se tient la conférence nationale de l'éducation nationale. Pourquoi cette grande rencontre ? Quels en sont les enjeux ? A cette question et à d'autres, notamment à celle relative au type d'école envisagé, aux valeurs que l'institution scolaire devra véhiculer, Noria Benghabrit Rémaoun répond au Soir d'Algérie.

La ministre explique son approche, les échéances des vastes chantiers engagés depuis plusieurs semaines.

Ce travail est celui de tous les acteurs de l'éducation, précise-t-elle.

Si elle refuse de parler d'une école qu'elle a trouvée sinistrée, elle évoque toutefois «les malaises qui la traversent» et la manière dont elle envisage de dépasser cette situation.

«Nous ne devons pas oublier que l'école évolue dans un environnement et un contexte social devenu, malheureusement, difficile avec, la banalisation des passe-droits, le dénigrement des

besogneux, la dévalorisation de la valeur travail». Un constat lucide d'une chercheuse qui s'est longtemps penchée sur les maux du secteur.

Aujourd'hui, dit-elle, «nous avons l'ambition de travailler d'arrache-pied pour mettre l'école algérienne sur l'orbite de la modernité universelle tout en consolidant son ancrage dans les valeurs ancestrales portées par notre identité commune : l'algérianité».

**Interview réalisée
par Khedidja Baba-Ahmed**

Soir d'Algérie : Les examens nationaux de fin d'année (5^e, BEM et baccalauréat) ont pris fin ; les résultats ont été proclamés par l'Onec que vous avez qualifié de véritable «machine de guerre». Cette guerre a-t-elle été gagnée, selon vous ? Globalement, comment jugez-vous le déroulement des examens de cette année ?

Noria Benghabrit Rémaoun : En parlant de «machine de guerre» je faisais allusion à la très bonne organisation de l'Onec, aux moyens conséquents dont il dispose et surtout au sérieux de son encadrement. Oui nous avons gagné une guerre, celle de l'efficacité et du professionnalisme dans l'accomplissement des missions statutaires de l'Onec.

Nous ne pouvons que nous féliciter du bon déroulement des examens de cette session de juin 2014, excepté certains cas isolés de fraude ou de tentative de fraude.

Au-delà des résultats – taux de réussite et d'échec – que nous livre chaque année le secteur, qu'allez-vous faire de ces statistiques ? Analyses ? Prise en charge des retombées ? En avez-vous les moyens techniques et l'esprit recherche et les moyens existent-ils au sein de votre département ?

Evidemment qu'au-delà des chiffres, il y a des analyses à faire, des évaluations à affiner. Ceci nous permettra d'avoir à notre disposition tous les éléments nécessaires à des correctifs, des améliorations. Bien entendu que les moyens existent, tant matériels qu'humains, il suffit de les mettre en mouvement de façon cohérente, de les orienter vers des objectifs réalisables qui tiennent compte d'un principe cardinal, celui de la primauté du pédagogique. Concernant le volet recherche, la collaboration et la concertation entre le MEN le MESRS s'avèrent primordiales. Il est grand temps que l'école s'ouvre au monde universitaire, à la recherche scientifique et pédagogique. Dans cet ordre d'idées, nous déployons des efforts pour accélérer le changement de statut de l'Institut national de recherche en éducation (INRE).

Vous vous apprêtez à recruter pour pourvoir, par concours, 23 000 postes d'enseignants. Est-ce que ce sont des besoins liés aux départs en retraite ? Des postes nouveaux engendrés par la création d'infrastructures récentes, ou ce renfort vient-il combler une insuffi-

sance d'encadrement en enseignants dont souffrirait le secteur ?

En tant que secteur stratégique, l'éducation nationale bénéficie d'une attention particulière de la part de l'Etat algérien. Il y a exactement 18 000 nouveaux postes créés et 5 000 postes vacants à pourvoir pour cause de départ à la retraite de leurs titulaires. Ce besoin en encadrement se justifie aussi par la demande sociale en éducation induite par la croissance démographique et qui se traduit en construction d'infrastructures nouvelles.

Nous sommes à la veille de la tenue (les 20 et 21 juillet) des assises de l'éducation nationale. Quel en est l'enjeu ? Qu'en attendez-vous ?

Une précision s'impose : nous organisons une conférence nationale et non des assises. Elle est ouverte aux compétences aussi bien internes qu'externes au secteur. L'enjeu est grand, à la hauteur des ambitions que nourrissent les Algériens pour l'éducation de leurs enfants. A l'issue de ces deux journées, nous prendrons connaissance des recommandations des pédagogues et des universitaires versés dans le domaine de l'éducation. Nous les déclinerons en décisions opérationnelles qui seront prises selon un échéancier réaliste et réalisable. Toutefois, nous ne devons pas oublier que l'école évolue dans un environnement et un contexte social devenu, malheureusement, difficile avec la banalisation des passe-droits, le dénigrement des besoins, la dévalorisation de la valeur travail.

Il appartient donc aux promoteurs de ces établissements privés de s'y conformer faute de quoi, ils risquent des sanctions qui peuvent aller jusqu'à la fermeture. Ce dossier est à l'étude et un nouveau texte est en voie de finalisation. Il permettra de dépasser les dysfonctionnements constatés jusque-là.

Beaucoup d'acteurs ont été conviés à cette rencontre. Qui sont exactement ces acteurs et partenaires sociaux et vous ont-ils alimenté de leurs propositions ? Si oui, sur quels aspects essentiels portent-elles et que ferez-vous de ces propositions ?

Cette rencontre nationale des 20 et 21 juillet relève d'une évaluation d'étape de la réforme au niveau du cycle obligatoire (primaire et moyen). Elle s'inscrit dans le sillage d'une large concertation initiée par le ministère de janvier à juillet 2013. Celle-ci s'est appuyée sur une participation des acteurs du terrain (enseignants et administratifs), des partenaires sociaux (repré-



Photo : D. R.

sentants des syndicats et parents d'élèves), des experts universitaires et des retraités du secteur qui ont avancé pas moins de 400 propositions et travaillé en ateliers thématiques au nombre de quatre : les programmes d'enseignement – la formation des formateurs – les actions de soutien à la scolarité et à l'égalité des chances – la modernisation de la gestion pédagogique et administrative ; nous envisageons de repenser l'organisation des

lions cinq cents mille élèves, soit le quart de la population du pays, et environ 600 000 fonctionnaires qui font du MEN le premier pourvoyeur d'emplois en Algérie. Ce malaise traduit, quelque part, un décalage entre l'offre de l'institution et les attentes des usagers.

La société algérienne en général et les usagers de l'école en particulier s'estiment redevables – et à juste titre – d'un enseignement de qualité, d'une formation appropriée, d'un cadre de vie scolaire attrayant et stimulant et d'une atmosphère de travail sereine. Sans oublier de mettre en place un dispositif instituant l'obligation de résultats pour les cadres du secteur et ce, à partir d'indicateurs de qualité universellement établis dans le monde de l'éducation (ceux de l'Unesco).

Nous ne pouvons que respecter ces milliers d'enseignantes et d'enseignants qui se dévouent au quotidien.

Dépasser ce malaise revient à donner au secteur des outils de gestion performants, souples et modernes adossés à ces indicateurs de qualités. Et là nous parlons de gestion tant administrative que pédagogique. Par ailleurs, la gestion de l'école algérienne a besoin d'un pilotage pour actionner les trois leviers essentiels que sont la refonte pédagogique, la professionnalisation via la formation et la bonne gouvernance. Ces sont là nos priorités.

examens scolaires devenue trop lourde et stressante.

Il nous faut signaler que ces 400 propositions ont été passées au peigne fin et traitées en séminaires/synthèse au niveau des wilayas, puis des régions et enfin au niveau national. Il reste à boucler la phase de l'évaluation finale.

L'école, avez-vous affirmé, n'est pas sinistrée comme disent d'aucuns, mais «vit un malaise». Pourriez-vous nous dire en quoi consiste ce malaise ? Comment comptez-vous le dépasser ?

Le secteur de l'éducation nationale vit un malaise né de l'importance de ses effectifs et de sa gestion : près de huit mil-